

Les agents de l'Insee ne veulent pas aller à Metz



[Agrandir la photo](#)

Non à la casse de la qualité du service statistique public.

« Afin de compenser la perte de 6.000 militaires en Moselle, sans concertation, le gouvernement a promis aux élus que 1.500 statisticiens dont 1.000 agents de l'Insee (1) seraient délocalisés d'ici la fin 2 011 sur la région de Metz.

Nous ne sommes pas d'accord.

Pour des raisons privées, mais aussi pour des raisons de qualité du service statistique public. Pas question de démanteler les agences régionales qui ont prouvé leur pertinence dans la mise à disposition de données statistiques aux collectivités locales. »

Secrétaire de la section CGT de la direction régionale de l'Insee, Nathalie Richer résume les arguments d'une majorité des 150 salariés présents à Reims.

« Déjà qu'en raison du baby-boom, nous ne serons plus qu'une centaine ici, c'est impensable de nous faire partir au moment où, dans le cadre de la révision générale de la politique publique, il est question de donner plus de pouvoir aux régions.

C'est se priver des cadres qui connaissent la région et sont à même d'apporter des éclairages sur les différents tableaux de bord de la région. »

« Avant à l'Insee, la mobilité se faisait sur la base du volontariat », ajoute un agent.

« Désormais, on déplace les populations comme a pu le faire Staline ! »

Vivant cette menace de délocalisation comme une sanction : « L'Insee serait-elle dans le collimateur de l'ancien ministre des Finances (NDLR : Nicolas Sarkozy) parce qu'elle fournirait des chiffres non favorables au gouvernement ? ».

Les agents champenois ne sont pas loin de penser que, derrière l'objectif de regrouper un maximum d'agents près de Metz (on parle de Bitche), il y a deux objectifs : « Se séparer de tous les agents qui ne voudront pas faire le déplacement et les remplacer par des vacataires plus dociles ; et d'autre part avoir sous la main un super big brother un peu plus aux ordres ».

Distribution de tracts, rencontres avec des élus, pétition en ligne (www.sauvonslastatistiquepublique.org), les agents de l'Insee poursuivent leur mobilisation après la grève du 14 octobre.

Chargés notamment du recensement de la population, de l'état civil, des fichiers électoraux, du répertoire des entreprises (code APE, N°Siret, etc.), ils n'ont pas encore décidé de faire la grève des chiffres.

Mais c'est une hypothèse qui commence à circuler de plus en plus chez certains salariés en colère.

Des salariés qui ne comprennent pas bien ce jeu de chaises musicales qui voudraient que des archéologues de l'Inrap de Paris délocalisent sur Reims alors qu'eux pourraient devoir partir sur Metz. Un peu shadokien tout ça !

Pour Dominique Perrin, directeur régional de l'Insee, « il n'a jamais été dit que la direction de Reims allait devoir bouger vers Metz. Au moment où il est de plus en plus question de territorialisation, un tel déménagement n'aurait pas de sens ».

Alain Moyat

(1) Institut national de la statistique et des études économiques.